

L'agriculture jurassienne, une voie à suivre

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Défis / proJURA**

Band (Jahr): - **(2017)**

Heft 5

PDF erstellt am: **10.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

© GER MEIER/91ST



Dossier

L'agriculture jurassienne, une voie à suivre



L'agriculture jurassienne à la croisée des chemins

Pan important de l'économie régionale, l'agriculture fait face à de nombreux défis. Mais sa qualité générale, ses produits de proximité et la cote de popularité dont jouit le monde agricole plaident en faveur d'une certaine confiance, malgré les obstacles.

Par Didier Walzer
Photos Roger Meier/Bist



Olivier Girardin, directeur de la Fondation rurale interjurassienne (FRI): «L'acte de se nourrir a plus de valeur et de sens que jamais.»

L'agriculture jurassienne représente 7% des emplois du canton du Jura et 4% de son PIB (produit intérieur brut) – idem pour le Jura bernois –, soit plus du double de la moyenne suisse. Les exploitations se caractérisent chacune par leur aspect unique en fonction du type de production et de leur situation (plaine ou montagne).

En 2015, le canton du Jura comptait 2904 emplois dans l'agriculture (54% à plein temps).

«Le secteur primaire constitue donc un important apport pour la région. Toutefois, le nombre d'exploitations diminue. L'objectif politique visait une stabilisation à 1000 dans le canton du Jura, et nous en sommes actuellement à 950 environ – 550 dans le Jura bernois», indique Olivier Girardin, directeur de la

Fondation rurale interjurassienne (FRI), à Courtemelon et Loveresse, une des rares institutions, soit dit en passant, à fonctionner pour les deux territoires depuis le refus massif du Jura bernois, fin 2013, de lancer un processus de consultation visant à un rattachement au canton du Jura.

La taille moyenne d'une exploitation atteint 20 hectares dans notre pays, contre 40 dans le Jura et le Jura bernois. «Des dimensions assurant en théorie une certaine viabilité, même si la grandeur n'est pas toujours une garantie», nuance notre interlocuteur. D'une exploitation à l'autre, les différences extérieures ne sautent pas toujours aux yeux. Elles se mesurent à l'interne, dans les choix et investissements du propriétaire. Ainsi, le lait

d'industrie – utilisé pour la consommation directe et non pour la fabrication du fromage – rapporte actuellement 55 centimes le kilo après avoir atteint jusqu'à 1 fr. 07 (avant l'introduction des paiements directs; voir plus loin). La production coûte donc davantage qu'elle ne laisse d'argent dans la caisse de l'agriculteur. Cela pousse par conséquent les exploitants à agrandir leur domaine et à produire davantage ou à se diversifier. L'évolution structurelle de la branche est marquée par un nombre toujours plus important de domaines à cultiver. Et face à des familles paysannes qui se retrouvent souvent seules devant l'ampleur de leur tâche, des communautés d'exploitations ont vu le jour, qui regroupent plusieurs exploitations agricoles.

audit
transjurane

atj

fiduciaire
transjurane

ftj

Aude Saunier Bregnard
Experte-comptable diplômée

Axel Amsler
Expert-comptable diplômé

Tél.: 032 423 05 50

Bernard Seeger
Expert fiduciaire diplômé

Claude Mertenat
Agent fiduciaire avec brevet fédéral

Tél.: 032 421 42 80

Rue de la Jeunesse 2, 2800 Delémont

ENTREPRISE DU



GAZ S.A.

CHAUFFAGE | SANITAIRE

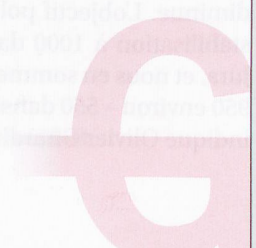
DEPANNAGE 24/24 | SERVICE DES EAUX

Porrentruy | 032 465 96 20

Delémont | 032 422 29 25

info@gazsa.ch | www.gazsa.ch

depuis 1904 seit 1904 dal 1904 since 1904



Quelque 20 % d'exploitations en agriculture biologique en 2020

Bien que le lait demeure un produit important pour l'agriculture jurassienne, il a cependant tendance à perdre de l'importance par rapport à la production de viande, le précieux liquide ne nourrissant plus suffisamment son homme, comme on l'a vu. On estime, aujourd'hui, que plus de la moitié des exploitations l'ont abandonné. La production agricole jurassienne est

dépendante du marché national, vu le faible bassin de population et l'absence de grandes structures de transformation. «D'autres se sont lancées dans la production d'œufs, la production de viande de poulet et beaucoup misent désormais sur le bio, tant et si bien qu'en 2020 nous devrions arriver à l'objectif de 20 % d'exploitations en agriculture biologique dans le Jura», estime Olivier Girardin.

Le potentiel est réel en raison d'une

demande accrue de la part des consommateurs depuis plusieurs années pour des biens à haute valeur ajoutée pour lesquels on n'utilise ni engrais minéraux, ni produits phytosanitaires.

Mais il est également utile de rappeler que la Suisse dispose également de règles dites PER (prestations écologiques requises) destinées à favoriser des exploitations ménageant l'environnement et celles qui respectent ces règles bénéficient en contrepartie des paiements directs aux exploitants.

Parmi les critères requis, 7 % des terrains doivent être dévolus à la biodiversité. C'est-à-dire que, même si c'est une agriculture intégrée respectant les règles PER qui prédomine, il est interdit d'utiliser des engrais minéraux et des produits phytosanitaires de manière non réfléchie et raisonnée. Quant aux dates de fauche, elles doivent être respectées et les sols protégés contre l'érosion.

Ces diverses mesures sont fixées dans le cadre de la politique agricole (PA) 2014-2017, qui vise à cibler encore mieux les critères aboutissant au versement des paiements directs, grâce à des outils bien définis permettant de rétribuer les tâches de l'agriculture en faveur de l'entretien des paysages et de la biodiversité, ainsi que de la préservation des ressources naturelles. La production alimentaire étant rétribuée, elle, par les marchés.

Les règles du Swissness plaident également en faveur de notre pays, du Jura et du Jura bernois, avec la volonté de déclarer et de promouvoir la provenance des produits alimentaires suisses non transformés (à 100 % pour le lait, par exemple) et à 80 % pour ceux nécessitant une transformation à la base. «C'est une vraie chance pour l'agriculture helvétique, qui produit selon des standards élevés», assure le directeur de la FRI.

Les débouchés de l'agriculture

Le premier d'entre eux est de travailler avec sa famille ou de reprendre une exploitation. Cela constitue un véritable enrichissement personnel, un bagage acquis pour la vie, où l'on touche à tout: bétail, mécanique, nature, etc. Il est cependant difficile, pour un non-agriculteur, de reprendre une exploitation. La législation facilite une transmission dans le cadre familial, calculée sur la valeur de rendement. C'est donc financièrement supportable. Sinon, il faut disposer de passablement de fonds propres. Ce qui n'est pas à la portée de chacun. Par conséquent, il arrive souvent que des agriculteurs d'autres régions suisses disposant des fonds propres suffisants puissent reprendre des exploitations jurassiennes sans successions», explique Olivier Girardin.

Outre la profession d'agriculteur – la formation dure 3 ans – et si l'on prend toute la filière, ainsi que la transformation des produits, il existe des opportunités d'emplois dans les organisations agricoles en amont ou en aval de la production. La Fondation rurale interjurassienne, elle-même, fournit des possibilités d'emplois dans le canton du

Jura et le Jura bernois: 80 personnes y travaillent, dont 35 dans l'enseignement, le conseil, les filières alimentaires et le domaine fiduciaire, dont une trentaine d'ingénieurs agronomes.

À l'extérieur de la région, Landi ou sa maison-mère, Fenaco, sont d'importants pourvoyeurs d'emplois. «Mais 80 à 90 % des personnes qui se lancent dans la formation d'agriculteur ou d'agricultrice ont pour objectif de reprendre une exploitation et de travailler à leur propre compte», précise le directeur de la FRI.

Précisons que dans le Jura et le Jura bernois, le potentiel de reprise d'une exploitation hors cadre familial est limité. «Ainsi, quelqu'un qui se lancerait dans la formation d'agriculteur dans ce but unique courrait de forts risques de ne pas obtenir ce qu'il souhaite.» Par ailleurs, l'on peut suivre une formation supérieure d'ingénieur agronome, d'agrocommerçant ou d'agrotechnicien. Employeurs potentiels pour de telles professions: les coopératives agricoles, la distribution, l'administration publique, la défense des intérêts professionnels, la formation et le conseil agricole.

Une production agricole de qualité dans la région

Le Jura se distingue par une production agricole de qualité avec une industrie alimentaire peu présente, mais une forte implantation de fromageries, boulangeries, boucheries artisanales, etc. Cela sous-entend aussi qu'il y a des débouchés économiques et du potentiel dans la transformation alimentaire. «Les boulangers, par exemple, sont certes sous pression avec la concurrence des grandes surfaces. Toutefois, la mise en avant des produits régionaux est incontestablement un atout pour eux, relève Olivier Girardin. Il suffit de voir le succès remporté par le marché à Delémont, le samedi matin, pour en être convaincu. Il vaut de toute façon mieux miser sur la qualité que sur une hypothétique augmentation des prix pour les denrées de base.»

C'est pour pallier ce problème dans l'agriculture que les paiements directs ont été introduits en 1992. Ils représentent 25 à 30% du chiffre d'affaires des exploitants. On ne peut cependant pas les considérer comme la panacée. Pour les toucher, l'État attend des agriculteurs un certain nombre de prestations – qu'il vérifie – et avec lesquelles il faut être à jour. Ce que les familles paysannes ne vivent pas toujours très bien, car les procédures d'octroi et de contrôle sont parfois pesantes. «L'agriculteur doit disposer de compétences techniques, d'entrepreneur et de gestionnaire de son exploitation. C'est compréhensible, mais il n'est pas toujours évident de changer de paradigme à 50 ans ou plus lorsqu'on a au préalable vécu dans un environnement complètement différent.»

En résumé, une part importante du revenu agricole est liée à la politique, qui souhaiterait par ailleurs simplifier

les procédures d'octroi des paiements directs, ce qui n'est pas aisé vu les exigences fixées.

Avenir teinté d'inquiétude

Si l'on se projette dans 30 ans, il y a quelques motifs d'inquiétude pour l'agriculture jurassienne. «Au rang de ceux-ci, l'ouverture des frontières et

les barrières tarifaires qui s'érodent, explique Olivier Girardin. Il demeure en outre un certain protectionnisme en Suisse, qui permet de maintenir des prix relativement élevés. Ce qui explique la problématique du tourisme alimentaire puisque la viande, le lait et les céréales sont parfois deux fois moins chers en Europe que chez nous.



Les métiers de l'agriculture de nouveau séduisants

Par rapport à la situation qui prévalait il y a une trentaine d'années, il n'est pas difficile, aujourd'hui, d'intéresser les jeunes aux métiers de l'agriculture. On est très loin de l'image peu valorisante qui collait alors parfois aux bottes du paysan. La famille figure au premier rang dans cet état de fait. «La transmission du patrimoine, l'ancrage à la terre et à la nature, sont fortement marqués dans ce secteur», confirme Olivier Girardin, directeur de la Fondation rurale interjurassienne. Hors séraïl également, les personnes intéressées à l'agriculture ne manquent

pas. Ce qui les séduit? Le contact avec les animaux, la nature, le travail à l'extérieur...

Par ailleurs, une proportion de plus en plus importante de filles suivent la formation d'agricultrice (20 à 30% du total), une évolution réjouissante. La mécanisation croissante leur ouvre des perspectives nouvelles, car, par le passé, la profession était beaucoup plus physique que de nos jours. Et puis, la sensibilité féminine fait qu'elles ont un rapport particulier avec les animaux et avec tout ce qui concerne la gestion d'une exploitation.

Dans ce contexte de concurrence dans l'alimentation, nous ne pouvons pas nous différencier au niveau des volumes, mais en revanche dans le positionnement et la qualité des produits.» Cela implique de parier, outre le bio, les labels IP-Suisse, Natura, Suisse-Garantie, Regio-Garantie et les produits AOP et IGP, sur une production

des denrées alimentaires ménageant l'environnement, une agriculture de proximité, le traitement respectueux des animaux – par exemple, la durée du parcours pour conduire une bête à l'abattoir en Suisse est bien plus courte qu'en Europe –, car les consommateurs veulent désormais savoir d'où vient et comment est produit ce qu'ils mangent.

Olivier Girardin est convaincu qu'ils s'intéresseront de manière accrue au contenu de leur assiette. Une tendance inscrite dans la durée. Les scandales alimentaires, la protection de l'environnement conduisent à la recherche d'une alimentation de proximité et de qualité avec une traçabilité exemplaire. À la fois pour sa santé et afin de réduire son empreinte écologique.

L'acte de se nourrir a donc plus de valeur que jamais et le client est de plus en plus conscient du rôle qu'il a à jouer. C'est pourquoi l'agriculture jouit d'une belle cote de popularité aujourd'hui, ce qui n'était pas forcément le cas voici une trentaine d'années. «L'époque est à un retour aux valeurs de base, celles de la terre et à ce besoin fondamental qui est celui de se nourrir de manière saine et équilibrée. Et il est évident qu'une région comme la nôtre a des atouts à faire valoir de ce point de vue», conclut le directeur de la Fondation rurale interjurassienne.



Les espaces herbagés et mixtes du paysage jurassien sont voués à l'élevage bovin et à celui du cheval Franches-Montagnes.

www.frij.ch

Une profession à large spectre : gestionnaire en intendance

La Fondation rurale interjurassienne est l'ancienne école ménagère. Elle propose une formation polyvalente, qui n'a rien à voir avec l'agriculture : gestionnaire en intendance. Les candidat(e)s à ce CFC touchent à l'entretien du milieu de vie, aux techniques de nettoyage, à l'alimentation, à l'accueil et à l'administration, ainsi qu'à la santé.

Dans le détail, les apprenti(e)s se for-

ment aux bases de la cuisine, à l'entretien du linge, au nettoyage et à prendre soin de personnes dépendantes.

Principaux employeurs ? Les hôpitaux, les EMS, la Fondation pour l'aide et les soins à domicile (FASD), la restauration, les crèches et les ménages privés.

Le vieillissement de la population offre des perspectives d'avenir aux gestionnaires en intendance et, quoi qu'il en

soit, les bases acquises sont utiles tout au long de l'existence et pour la vie de tous les jours et peuvent être valorisées dans divers corps de métiers.

La proportion de femmes est plus élevée que dans d'autres branches, par opposition à la profession d'agriculteur, qui reste majoritairement masculine.



Témoignages des professionnels du terrain

Propos recueillis par Sophie Dürrenmatt
Photos Roger Meier/Bist



Fabrice Nagel (34 ans),
Charmoille, maître agriculteur et énergiiculteur

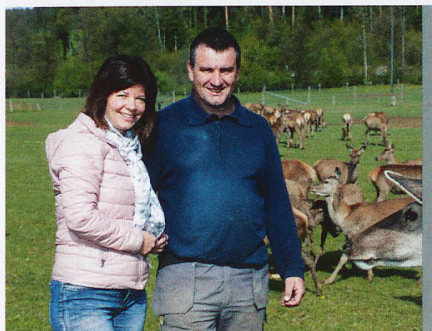
« On vit la calculette à la main »

Avec une exploitation de 60 hectares, dont 54 hectares de grandes cultures, Fabrice Nagel s'est associé avec son père en 2006 pour pérenniser le domaine familial. Sa particularité? Le choix de l'énergie verte.

« Depuis 2012, nous avons installé 4400 m² de panneaux solaires sur les toits produisant l'équivalent de la consommation de 200 à 250 ménages. Nous nous posons la question du biogaz. Cela pourrait être complémentaire. C'est un domaine porteur pour l'avenir. » Car, côté planification des cultures, le trentenaire avoue une difficulté croissante: contexte de politique agricole

problématique et accords de libre-échange difficiles à concurrencer.

« Nous cultivons du colza, mais pour la première année, nous avons semé du tournesol pour l'huile. Il n'est pas facile de se fondre dans un marché mondial. On vit la calculette à la main. D'autant que le consommateur est paradoxal: il veut toujours moins cher avec une qualité qui ne baisse pas, ce que nous comprenons. Les prix payés à l'agriculture baissent, mais les prix aux consommateurs via la grande distribution augmentent continuellement. Avec ces marges, l'équation devient impossible, c'est la politique de l'autruche. »

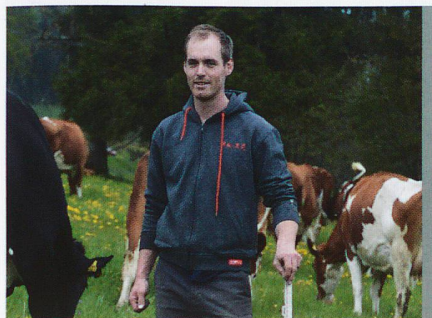


Doris (42 ans) et Eric Lachat (46 ans),
Corban, élevage de cerfs, de poulets et culture
fruitière

«Osez!»

C'est une exploitation totalement remaniée qu'Eric et Doris Lachat exploitent à Corban. «Du lait pour l'industrie était produit, jusqu'à 150 000 kg dans les années 2000. Avec la baisse du prix du lait, il fallait prendre une décision. En 2010, nous nous sommes diversifiés et lancés dans l'élevage de cerfs et de poulets. Depuis 2014, nous sommes en bio.» Depuis mai dernier, quelque 300 cerfs s'ébattent sur les 27 hectares qui leur sont dévolus et pour lesquels 10 km de barrières sont implantés. Mais pour-

quoi ce changement radical? «Pendant 25 ans, je me suis levé tous les matins à 5h pour finir mes journées à plus de 19h. Tout ça pour ne rien gagner en vérité. Ce n'est humainement pas valorisant. Aujourd'hui, c'est totalement différent. Notre qualité de vie a changé. Comment je vois l'avenir? Avec 85% de la viande de cerf importée en Suisse, les éleveurs ont de quoi voir venir. Je dis toujours: n'hésitez pas à changer, à franchir le pas et à repenser les exploitations. Osez!»

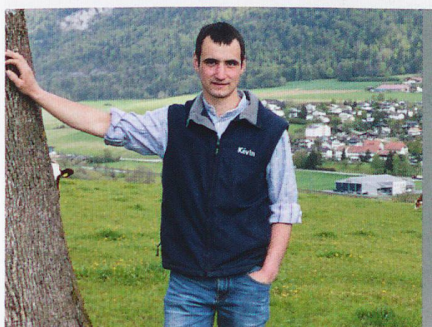


Alexandre Geiser (26 ans),
Tavannes, production de lait pour la tête de moine AOP, herbages et cultures

« Le plus grand défi, l'équilibre financier »

Issu du milieu agricole, Alexandre Geiser a d'abord opté pour l'ébénisterie: «Lorsque je voyais les heures accumulées par mon père, les week-ends à travailler, je n'étais pas tenté.» Depuis, les choses ont changé. Le jeune homme a terminé sa formation et s'est associé à son père en 2014. «Avec l'âge, la motivation est devenue différente. Travailler à l'extérieur, au rythme de la nature, avec les animaux et les machines, m'a séduit. Le plus grand

défi? L'équilibre financier. Nous devons être rentables, au même titre que n'importe quelle entreprise. Avec la politique agricole qui change tous les quatre ans, ce n'est pas simple. Cela demande beaucoup d'adaptation et l'anticipation à long terme est impossible. Mais je reste optimiste. Nous devons nourrir la population, qui privilégie de plus en plus la proximité et la traçabilité. De fait, la valorisation des produits comme nous le faisons avec notre lait est essentielle.»



Kevin Tschan (22 ans),
Corgémont, producteur de lait pour la tête de moine AOP et pour diverses spécialités fromagères

« La météo joue un rôle prépondérant »

«J'ai toujours aidé mon père. Et à 12 ans, lorsque j'ai assisté à la construction de notre nouvelle ferme, j'ai su que c'était le milieu dans lequel je voulais travailler.» Avec 65 vaches laitières pour une surface totale de 70 hectares sur deux sites (Corgémont et Courtelary), le domaine familial est vaste. Et entièrement bio depuis cinq ans. «Notre manière de travailler se rapprochait du bio. Nous avons franchi le pas pour obtenir une reconnaissance de notre engagement.

Le plus compliqué dans notre profession? La météo; elle joue un grand rôle sur les récoltes. Sinon, l'environnement politique et économique est aussi déterminant, car nous n'échappons pas à la mondialisation. Mais je reste confiant: la population va toujours devoir se nourrir. La production de denrées alimentaires ne va pas s'arrêter. Avec quelles structures d'exploitation et avec quels canaux de distribution? Ce sera précisément l'enjeu ces prochaines années.»

ATB SA

Ingénieurs-conseils SIA USIC

- Routes, trafic et voies ferrées
- Hydraulique
- Bâtiments et ouvrages d'art
- Décharges et carrières
- Travaux spéciaux
- Aménagement du territoire



2740 Moutier	032 494 55 88
2950 Courgenay	032 471 16 15
2720 Tramelan	032 487 59 77
2350 Saignelégier	032 951 17 22
2800 Delémont	032 422 56 44
4242 Laufen	061 761 17 85

www.atb-sa.ch
info@atb-sa.ch

OFFRE VACANCES JURA



Transport de personnes pour les vacances



LOCATION: - Monospace (7 places) - Camping-car (5 ou 7 places) - Minibus (9 places) - Utilitaire (5-11,5 m²) - Voiture

WILLEMIN

Garage-Carosserie - Delémont
 A votre service depuis 1949

Willemin car rent location de voitures

Route de Porrentruy 88 - 2800 Delémont
 Tél. 032 421 34 77 - www.willemin.ch

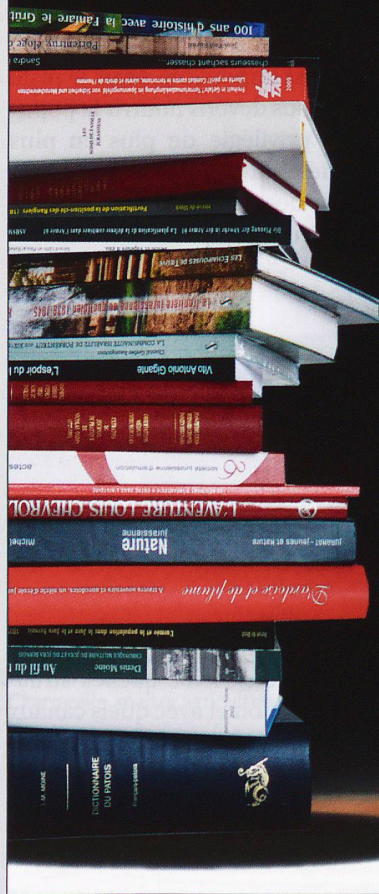
LOCATION VACANCES DÈS

Voiture
 par jour dès CHF 45.-
 semaine dès CHF 340.-
Camping-car
 semaine dès CHF 1050.-
 Offre valable : spécial Jura



LOCATION MARIAGE Ford Mustang

Louez-moi dès CHF 290.-



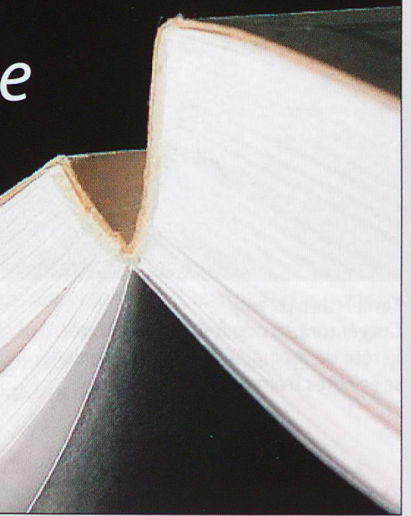
demotec

graphisme imprimerie

P O R R E N T R U Y

Tél. 032 466 28 28 www.demotec.ch

L'imprimerie proche des Jurassiens





Anja Messerli (24 ans),
Bévilard, restaurant Bergerie Sur la Rive, vaches
et veaux

«Un rêve de gamine...»

«C'était un rêve de gamine pour moi d'œuvrer dans le monde agricole. Mon compagnon David est issu de ce milieu, contrairement à moi. Nous nous sommes installés ici il y a deux ans. Durant une année, nous avons livré notre lait, mais avec la chute des prix, ce n'était plus du tout tenable. Nous engraissons uniquement des veaux maintenant. Comment je vois l'avenir de la profession? Il y a beau-

coup de paradoxes. C'est difficile pour de petits exploitants de suivre les multiples règles et normes administratives. Quand on voit le nombre d'agriculteurs qui travaillent à côté pour boucler leurs fins de mois, ce n'est pas normal. On devrait être payé correctement et ne pas dépendre des paiements directs. Je reste optimiste, mais je me demande comment tout cela va évoluer.»



Etienne Oeuvray (54 ans),
Chevenez, exploitation mixte
avec cultures et lait pour l'industrie

«Je ne changerais pas de métier»

Depuis trois générations, la famille Oeuvray exploite son domaine familial. Et une quatrième génération prendra le relais. «Mon fils de 14 ans souhaite se lancer dans la profession, détaille Etienne Oeuvray. En revanche, ce ne sera pas dans la production de lait d'industrie, mais plutôt dans celle des céréales et du bétail à l'engraissement. Le lait conventionnel ne possède pas de valeur ajoutée et nous sommes tributaires d'un marché mondial très compétitif. Il est impossible de lutter. Nous

réfléchissons d'ailleurs à cesser doucement cette production. Aujourd'hui, le lait se vend 50 centimes net le litre. C'est insuffisant pour couvrir les charges. Il suffit de regarder: nous étions une vingtaine de producteurs à Chevenez il y a 20 ans; désormais, nous ne sommes plus que trois. De quelle manière j'envisage l'avenir? Le monde paysan est novateur et va se retourner pour s'adapter. Vous savez, c'est un magnifique métier que le nôtre et malgré tous les soucis, je n'en changerai pas!»



Mathieu Saucy (28 ans) au premier plan,
Develier, producteur de lait bio
pour gruyère AOP, producteur d'œufs bio

«Je vois l'avenir avec sérénité»

Voici bientôt 10 ans que Mathieu Saucy travaille dans l'exploitation familiale qui appartient à ses parents. Au total 37 vaches laitières, une cinquantaine de têtes de bétail divers, 3000 poules pour une surface totale de 52 hectares constituent l'exploitation entièrement bio. «J'ai toujours été attiré par le milieu agricole. On travaille à l'extérieur, on organise ses journées et on prend ses propres décisions. C'est important. En revanche, il est difficile de concilier la vie sociale, la vie familiale et la vie professionnelle.

C'est un travail qui prend beaucoup de temps.» Mais alors, comment le jeune homme voit-il l'avenir? «Avec sérénité. Alors, certes, nous dépendons beaucoup de la politique agricole et des accords de libre-échange. Mais il faudra toujours nourrir la population. Et de plus en plus de gens sont sensibles à la proximité, au terroir et aux circuits courts. Nous devons les développer. Et c'est la qualité des produits suisses qui permettra d'intéresser et de fidéliser le consommateur qui y est très sensible.»

Le clin d'œil de l'Europe



Le taux d'auto-alimentation de la Suisse faiblit depuis quelques années et interpelle.

Redonner à l'alimentation l'importance qui lui revient

Propos recueillis par Didier Walzer
Photos Roger Meier/Bist



Michel Darbellay, directeur de la Chambre jurassienne d'agriculture

Manquer de nourriture? Mais voyons, comment ça? C'est vrai que les étales des magasins sont toujours abondamment fournis. Cela conduit d'ailleurs au gaspillage de quantités de produits alimentaires, phénomène devenu hélas presque banal. Nos aînés se rappellent cependant des temps où les denrées se faisaient rares, où le budget du ménage pour l'alimentation représentait sans commune mesure une part bien supérieure aux 7% d'aujourd'hui. Ils se souviennent que l'agriculture faisait vivre la plupart des familles, que l'agriculture était source de vie. Elle l'est d'ailleurs toujours, mais plus forcément reconnue

pour son rôle premier, celui d'approvisionner la population.

Décider du contenu de nos assiettes

La Suisse n'a jamais vécu en autarcie et ne vivra jamais de cette manière. Cependant, le taux d'autoapprovisionnement, actuellement de 55%, faiblit depuis plusieurs années et a de quoi interpeler. Avec le recul des terres cultivables au profit de l'urbanisation, l'extensification, la raréfaction des ressources, l'augmentation de la population, la part indigène est constamment sous pression. Corollaire: une plus grande dépendance aux importations,

dont les consommateurs ignorent le plus souvent la traçabilité, enfumée par le business de l'agroalimentaire mêlé au négoce avide de gains et mis en lumière à chaque scandale alimentaire.

L'ouverture des marchés a accru la concurrence vis-à-vis de l'agriculture suisse, de la part de produits importés ne remplissant de loin pas les exigeantes normes de production helvétiques, à commencer par la traçabilité, la préservation de l'environnement et la protection des animaux. Pire, parfois les impor-

tations sont carrément issues de modes de production interdits en Suisse, comme la viande aux hormones ou encore les œufs de poules en cages et bientôt le poulet au chlore de l'Oncle Sam? ...

Ces différences permettent, en partie du moins, à l'agriculture suisse de se positionner face à la concurrence étrangère. Mais lorsque le niveau des prix internationaux donne le ton ou que l'étiquetage ne dit pas tout, difficile de se démarquer et de tirer des revenus corrects lorsqu'il faut composer avec des charges sala-

riaux ou foncières au niveau suisse. Par conséquent, il importe de redéfinir les conditions-cadres.

La sécurité alimentaire ne va pas de soi

À l'heure de la globalisation, il est temps de garder la main sur le contenu de nos assiettes, autant que faire se peut. Si la Constitution assigne des tâches claires à notre agriculture, la sécurité alimentaire, elle, n'est pas suffisamment explicite. Raison pour laquelle l'Union suisse des paysans a déposé son initiative en 2014, puis l'a retirée au profit du contre-projet des Chambres fédérales, qui en reprend les éléments essentiels, tout en intégrant également les relations commerciales transfrontalières et la question de la durabilité. Le 24 septembre prochain, le peuple suisse se prononcera sur ce contre-projet. Le texte demande d'assurer l'approvisionnement alimentaire en préservant les bases de production, en phase avec des conditions locales, en répondant aux exigences du marché ou encore en privilégiant les relations commerciales transfrontalières contribuant au développement durable. Même si quelques lignes dans la Constitution ne traduisent encore que peu de choses de la législation ensuite rédigée, le moment est venu de replacer la question de notre approvisionnement au centre des débats.

Des visages derrière nos produits

Un oui massif à l'inscription de la sécurité alimentaire dans la Constitution doit offrir de nouvelles perspectives à celles et ceux qui nous nourrissent, nos familles paysannes, et redonner à l'alimentation l'importance qui lui revient, sans la sacrifier, elle et notre agriculture, sur l'autel du libre-échange.

www.agrijura.ch



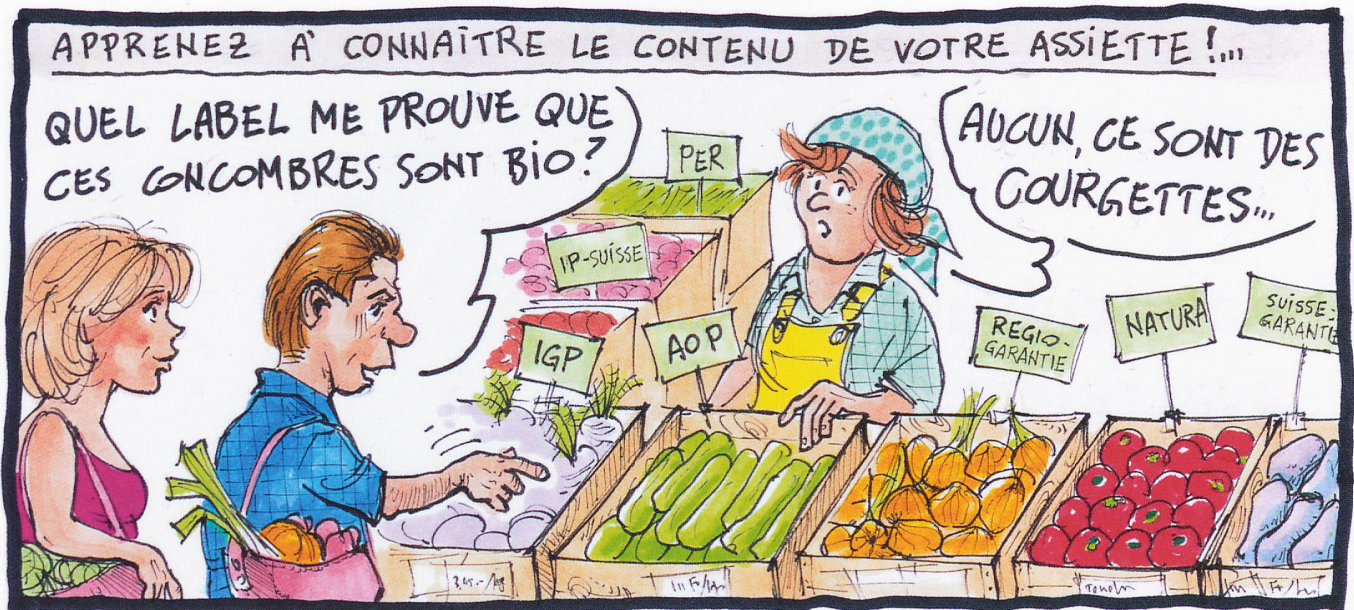
Stores intérieurs et extérieurs
Pergolas et abris de terrasse
Volets aluminium • Portes de garage
Moustiquaires • Service, réparations

Sur-le-Bottenier 21 – 2950 Courgenay

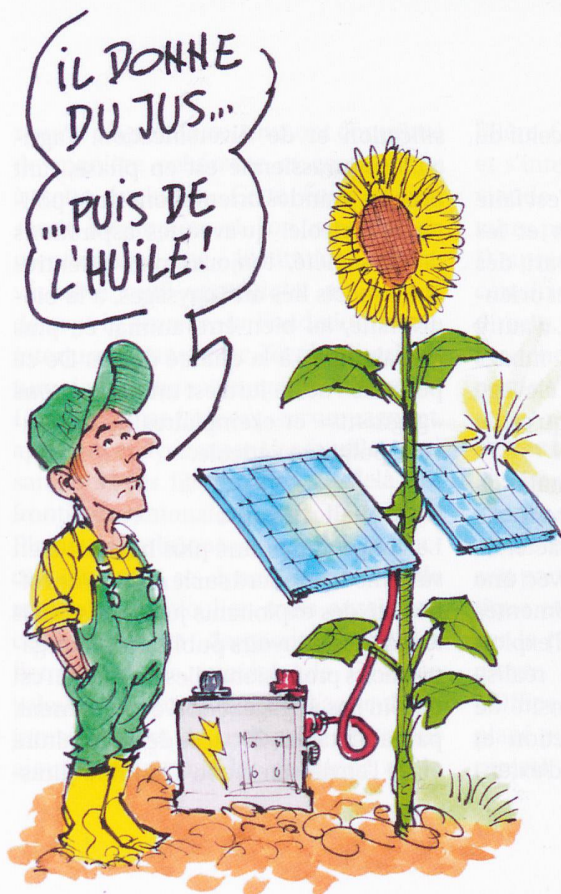
T 032 471 21 31

www.monsieurstore.ch

Le clin d'œil de Bovée



ÉNERGICULTEUR, UN MÉTIER D'AVENIR



L'agriculture jurassienne a su relever les défis

À quoi vous fait penser l'agriculture jurassienne ?

En réponse à cette question, plusieurs qualificatifs viennent immédiatement en tête : « Dynamique, performante, solide. » « Bien adaptée aux conditions naturelles et aux caractéristiques du canton. » Mais aussi « en phase avec la politique agricole et les attentes de la société ». Ou encore « militante, combative, voire turbulente ». Parfois aussi « conservatrice et même nostalgique ».

Faisons ensemble un tour d'horizon.



Dominique Kohli,
vice-directeur
de l'Office fédéral
de l'agriculture

L'agriculture jurassienne fait preuve d'un dynamisme et d'une capacité d'adaptation très impressionnants.

Aujourd'hui, la dimension moyenne des exploitations du canton est, avec près de 40 hectares, la plus élevée de Suisse. Les familles jurassiennes ont négocié avec courage et efficacité les virages de la modernisation du secteur et disposent de structures et d'outils de production plus performants et plus solides. Le prix à payer a été la disparition de 30% des exploitations en moins de 20 ans ; un taux comparable à celui observé dans le

reste du pays, mais inférieur à celui de nos voisins.

Cette évolution des structures s'est faite en conservant les fondements et les traditions du Jura avec, d'une part, des exploitations plutôt intensives et orientées vers les grandes cultures et, d'autre part, les espaces herbagés et mixtes du paysage jurassien, voués à l'élevage bovin et à celui de ce fleuron qu'est le cheval Franches-Montagnes.

Parce qu'elle dispose désormais de structures plus adaptées au contexte actuel et parce qu'elle se caractérise par une production intégrée, avec une part importante d'animaux alimentés sur la base des herbages de l'exploitation. Et aussi parce qu'elle réalise un équilibre subtil entre l'intensité de certaines branches de production et diverses pratiques intelligentes d'exten-

sification et de diversification, l'agriculture jurassienne est en phase, tant avec les grandes orientations de la politique agricole, qu'avec les aspirations de la société, toujours plus attentive aux aspects liés aux paysages, à la biodiversité, au bien-être animal et, plus globalement, à la qualité de vie. De ce point de vue, le Jura est un des cantons « gagnants » et exemplaires de la nouvelle politique agricole.

Un travail d'équipe

Le virage mentionné plus haut est bien sûr à mettre d'abord sur le compte de l'efficacité des exploitants jurassiens. Mais le rôle des pouvoirs publics et des organisations professionnelles n'a été et n'est de loin pas négligeable : Gouvernement, parlementaires, Services de l'agriculture et de l'environnement, Chambre juras-



ROGER MEIER/IST

Une économie ouverte et dynamique est largement en faveur de l'agriculture.

sienne d'agriculture, tous ont contribué de manière cohérente et coordonnée à cette évolution. Cette énumération serait incomplète si l'on omettait de mentionner une institution phare, véritable outil stratégique au service de tout le secteur: la Fondation rurale interjurassienne avec l'école d'agriculture de Courtemelon qui en fait partie. L'une et l'autre forment, accompagnent, appuient et dynamisent les familles paysannes et les filières bien au-delà des frontières cantonales.

Plusieurs politiques et projets à succès illustrent ce dynamisme: tête de moine en particulier, mais aussi saucisse d'Ajoie et damassine sont les fleurons d'une stratégie de mise en valeur des produits de l'agriculture jurassienne et de recherche de valeur ajoutée pour tous les échelons de la

filière. Ces efforts doivent se poursuivre et s'intensifier: le lait d'industrie et la viande devront être les cibles prioritaires pour les prochaines années.

D'autres pistes revêtent un potentiel certain: les produits du terroir, la vente directe, l'agrotourisme. L'élevage du Franches-Montagnes en fait également partie s'il sait s'adapter et se réinventer.

Éviter le retour au protectionnisme

Pas étonnant, dans ce contexte, avec ces succès et ces enjeux-là, que le monde agricole jurassien dans son ensemble soit particulièrement présent, actif, critique et revendicateur dans les débats sur la politique agricole et sa mise en œuvre.

L'Office fédéral de l'agriculture est bien placé pour le savoir! Quand il s'agit de projets concrets, le dialogue permet

généralement de trouver un accord et de mobiliser les ressources conjointes de la Confédération, du canton et des acteurs concernés.

Par contre, quand on veut réintroduire des mécanismes de contingentement, de protection douanière ou de subventionnement privilégiés pour certains secteurs, il n'est pas possible d'entrer en matière.

Ces vieux instruments que la politique agricole a abandonnés pour cause d'inefficacité et d'incompatibilité avec une économie ouverte et dynamique n'ont plus leur place dans l'agriculture suisse et dans celle du Jura. Le Jura, d'ailleurs, a montré qu'il pouvait parfaitement s'en passer.

www.blw.admin.ch